Palestine | **POUR LES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES/ FRONT DE GAUCHE IL EST URGENT DE RECONNAITRE L'ÉTAT PALESTINIEN** *(p. 3)*

Supplément à l'Humanité

Communistes

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalier - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair. NAKARA@vdlm.fr

15 NOVEMBRE

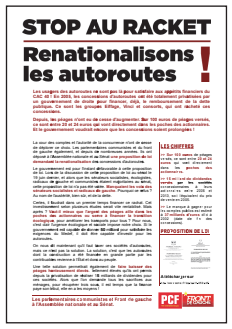
Mobilisation populaire contre l'austérité

Paris, Toulouse, Lyon, Besançon, Metz, Nantes, Bordeaux... dans tout le pays, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de gauche sont descendus dans la rue pour dire « Stop à l'austérité. Il faut une autre politique ! » Une mobilisation qui ne s'arrêtera pas au soir du 15 novembre. En lien avec le débat budgétaire en cours à l'Assemblée nationale, de nouvelles initiatives se construisent en régions. Le PCF met en débat des propositions sur ce que pourrait être une vraie politique de gauche. *(p. 2)*

SERVEZ-VOUS www.pcf.fr

Modèles de tracts

Nationalisation des autoroutes


STOP AU RACKET
Renationalisons les autoroutes !

INTERNET www.pcf.fr

Pierre Laurent à France3 le 16 novembre...

... et un nouvel épisode de « On leur fait un dessin » sur la Réforme des collectivités territoriales

Élections départementales : Extraits de l'intervention de Pascal Savoldelli à la Conférence nationale *(p. 4)*

L'Anecr en congrès les 5, 6 et 7 décembre *(p. 3)*

Contre l'austérité, on continue !

15 novembre : 38 manifestations et rassemblements initiés par 95 organisations, une nouvelle étape dans la riposte à l'austérité.

Sept marches régionales, trente et une manifestations départementales, des dizaines de rassemblements locaux… Samedi, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour dire leur opposition à la politique actuelle et faire entendre leur exigence d'alternative. Une mobilisation qui ne s'arrêtera pas au soir du 15 novembre car l'objectif n'est pas un simple baroud d'honneur mais bien de stopper la politique d'austérité mise en œuvre.

D'ores et déjà, de nouvelles actions s'organisent en lien avec des mobilisations locales pour la défense de l'hôpital, de l'école, de lignes SNCF… Le 27 novembre, les militants d'Indre-et-Loire appellent à un rassemblement devant l'entreprise Radiall, de Pierre Gattaz, pour dénoncer les cadeaux accordés au patronat au détriment des dépenses sociales utiles. Dans plusieurs départements, l'action contre l'austérité imposée aux collectivités territoriales prend de l'ampleur. C'est le cas en Seine-Saint-Denis, où une vingtaine de rencontres sont programmées en lien avec la vie des habitants et des salariés du département. A Paris, l'idée d'une votation citoyenne est avancée. Des exigences que les élus de l'Anecr relayeront au Congrès des maires de France, les 26 et 27 novembre, Porte de Versailles, à Paris. Le refus de l'austérité, il s'exprime aussi dans les points de rencontre et les porte-à-porte que les militants organisent avec les cartes-pétitions adressées au Président de la République. On parle de 3 000 signatures dans le Rhône, 5 000 en Loire-Atlantique, 1 000 en Mayenne. En Côte-d'Or, on vise un « point d'initiative citoyenne » par section d'ici le 6 décembre. Enfin, dans plusieurs départements, les élus interpellent actuellement les préfets sur les entreprises bénéficiant du CICE afin de leur demander des comptes quant à l'utilisation de ces fonds publics. Un axe de bataille qui sera au cœur de la semaine de « contre actions » organisée du 1er au 8 décembre en réaction à la mobilisation du Medef.

Passer de la critique à la construction

Mais, comme l'a rappelé Pierre Laurent à l'issue de la Conférence nationale, l'heure n'est plus seulement à la critique de la politique gouvernementale. La gravité de la situation implique de travailler dè maintenant à l'émergence d'une alternative à gauche. C'est le sens de l'appel qu'il a lancé aux Français pour « *qu'ils agissent sans attendre et prennent eux-mêmes en main le débat démocratique qu'on leur refuse* ». Dans cet esprit, les fédérations travaillent à l'organisation de rencontres largement ouvertes aux citoyens et aux forces politiques qui ne se retrouvent pas dans la politique actuelle. Plusieurs se sont déjà tenues dans le Vaucluse, le Loiret, le Cher… En règle générale, il y vient du monde, dont une bonne proportion de « non encartés ». Prochainement les choses devraient s'accélérer, puisque plusieurs centaines de rencontres sont maintenant programmées. Les fêtes de l'Humanité prévues dans les prochains jours en Normandie, en Bretagne et en Rhône-Alpes devraient, elles aussi, être l'occasion de larges débats sur l'alternative. Autant d'initiatives sur lesquelles les parlementaires du Front de gauche ne manqueront pas de s'appuyer dans le débat budgétaire pour faire prévaloir d'autres choix. ✪

Patrice Falguier

Convention industrie

La préparation en région

Débats publics, rencontres avec des syndicalistes, visites de sites… Dans une trentaine de départements, les communistes sont à l'initiative sur les questions de l'industrie.

Au-delà du constat que l'industrie française va mal - 75 000 emplois disparus en dix ans et 40 000 menacés du fait des fermetures et des restructurations d'entreprises - les communistes veulent pousser plus loin le débat sur la politique industrielle à promouvoir aujourd'hui. Quel modèle productif intégrant pleinement l'impératif écologiste ? Quel lien nouveau avec les services ? Quels efforts de recherche ? De quelle nature ? Quel type de formation ?… Autant de questions qui seront au cœur de la convention industrie organisée par le PCF les 22 et 23 novembre. Une initiative que les communistes préparent depuis maintenant plusieurs semaines « en bas » en lien avec les réalités locales. C'est le cas en **Mayenne** où le 12 novembre une rencontre était organisée. Préparée par des distributions de tracts aux entreprises, elle a réuni une quarantaine de participants avec Didier Le Reste et plusieurs dirigeants syndicaux locaux. Dans le débat, outre l'état des lieux, des pistes de réflexions ont été avancées pour développer les atouts de la région, relocaliser des productions, investir dans de nouvelles filières… A l'issue de la réunion, un groupe de travail chargé de travailler à ces questions a été mis en place. En **Côte-d'Or**, une table ronde réunissant des salariés, des syndicalistes, des élus, s'est tenue le 19 novembre à Dijon. Elle s'est fait l'écho des luttes en cours dans le département, notamment celle des salariés de Sanofi où 350 emplois sont menacés par la vente du site de Quétigny. Même démarche dans le **Lot**, « *un département qui n'a pas que des atouts agricoles et touristiques à faire valoir* ». Une rencontre s'est tenue le 14 novembre à Cahors avec Yves Dimicoli et plusieurs représentants locaux sur le thème de « *la construction d'un nouveau modèle productif, social et écologique* ». D'autres initiatives se tiendront après la Convention nationale. C'est le cas en **Haute-Garonne** en lien avec Airbus, dans les **Yvelines** sur la question de l'automobile et en **Loire-Atlantique** où les États généraux de l'industrie se concluront le 27 novembre par une visite de Pierre Laurent aux Chantiers de Saint-Nazaire, une rencontre avec des syndicalistes et un débat en soirée avec des représentants des forces politiques et syndicales du département. ✪

P. F.

Aix – Bouches-du-Rhône
Rassemblement contre l'extrême droite

Après l'intrusion de militants de l'Action française, dans les locaux du PCF d'Aix-en-Provence aux cris de « *A bas la République* » et l'agression de jeunes communistes qui s'y trouvaient, un rassemblement a eu lieu le 6 novembre sur la place de la mairie. Au terme du rassemblement, quatre adhésions au PCF ont été faites. Les communistes, soutenus par l'ensemble des organisations progressistes de la ville, ont demandé solennellement la dissolution de l'Action française et de tous les groupes fascistes.

Île-de-France
Les communistes mobilisés pour le pass-navigo à prix unique

Le 20 novembre, militants et élus communistes d'Île-de-France seront dans les gares franciliennes pour y distribuer un tract réclamant l'amélioration des transports et l'instauration d'un pass-navigo à prix unique. Dans ce matériel, ils expliquent comment cette mesure, chiffrée à 400 millions d'euros, pourrait être financée, non sur le budget de la région mais par l'augmentation de la contribution des entreprises au versement transport. Cette revendication portée dès 2004 par les conseillers régionaux communistes doit maintenant devenir effective. La veille, des parlementaires du Front de gauche participaient à une initiative au péage de l'autoroute A1 pour exiger la nationalisation des autoroutes.

Lot
La défense de l'école

Le Lot a manifesté à sa manière contre l'austérité samedi 15 novembre. Suite au plan rectoral de restructuration des écoles, 1 200 Lotois ont parcouru les rues du chef-lieu, interpellant le maire de Cahors et le préfet pour dire leur colère et exiger le retrait de ce plan. Cette manifestation s'inscrivait donc à sa façon dans la journée de lutte contre l'austérité qui est à l'origine de cette invraisemblable attaque contre les dépenses publiques si nécessaires pour maintenir l'égalité, la cohésion sociale, l'aménagement du département du Lot.

Morbihan
Le travail du dimanche, c'est toujours non !

Plus de 50 militants se sont rassemblés à Lorient et Lanester contre l'ouverture des grandes surfaces les dimanches et jours fériés. Après les initiatives tenues les 14 juillet et 15 août, le PCF et le Front de gauche se sont de nouveau mobilisés le 11 novembre contre cette entreprise de démolition systématique du Code du travail. Ils dénoncent l'action conjointe de la grande distribution et du gouvernement qui travaillent à l'extension des possibilités d'ouverture le dimanche, notamment dans les zones touristiques. ✪

L'INTERVIEW

Congrès de l'ANECR
Des élus proches, rassembleurs

Le 17e congrès de l'ANECR se tient à Vitry du 5 au 7 décembre prochain. Entretien avec le président de l'Association des élus communistes et républicains, Dominique Adenot, sur le contexte dans lequel aura lieu ce rassemblement ; sur les résistances des élus aux mauvais coups ; sur la manifestation du 27 novembre lors du Congrès des maires de France.

Communistes LE CONGRÈS DE L'ANECR SE TIENT DANS LE CADRE D'UNE CRISE POLITIQUE SANS PRÉCÉDENT, AUSTÉRITAIRE ET ANTI-DÉMOCRATIQUE.

DOMINIQUE ADENOT : On connaît, à mon sens, une situation presque de rupture dans notre pays : une crise profonde, un fossé entre les citoyens et les institutions, une politique d'austérité qui fait très mal aux gens, conduite par un premier ministre qui n'a plus de majorité. Tout cela fait beaucoup de pertes de repères, beaucoup d'angoisses, de replis sur soi. Et le premier ministre n'hésite plus aujourd'hui à enterrer jusqu'à l'idée même de gauche. Dans ce contexte, est-ce qu'on est condamnés à l'austérité pour l'éternité ? à la montée inexorable du Front national ? au retour de la droite ? à une République où le peuple n'a plus de prise ? condamnés à la marchandisation des services ? Nous, on veut relever le défi : c'est le sens de notre congrès. C'est un atout de garder des points d'appui dans les communes, les départements, les régions ; c'est un appui pour porter des propositions de changement, mettant en avant les besoins, les résultats concrets, en transport, en moyens pour les services, le logement, etc. Evidemment tout cela peut paraître à contre-courant et ça l'est pour une part. On veut contribuer au rassemblement de tous ceux qui se trouvent exclus par la politique actuelle ; on veut redonner de l'espoir, de la force, localement et nationalement, à une gauche digne de ce nom, porteuse d'alternatives. On récuse avec force la campagne qui vise à discréditer les élus, lesquels seraient dépensiers, membres d'une classe politique coupée des problèmes réels. Il y a là un vrai débat à mener : en réalité, dans toutes les réformes qui sont portées en ce moment, le but, c'est d'avoir des territoires au lieu d'avoir des assemblées élues par le suffrage universel !

Communistes CETTE POLITIQUE SUSCITE DE TRÈS VIVES RÉSISTANCES CHEZ LES ÉLUS.

D. A. : Les élus en effet ne sont pas tous l'arme aux pieds, contrairement à ce qu'on pourrait croire ; il y a des éléments sur lesquels la presse fait le black-out, mais je rappelle qu'il y a 13 000 conseils municipaux qui ont majoritairement adopté un texte disant leur opposition à la baisse des dotations. Ce n'est pas rien qu'un tiers des assemblées élues de ce pays prenne position pour dire : les 28 milliards qu'on vole au service public, ce n'est pas possible ! C'est la même chose quand les élus manifestent leur opposition à la réforme territoriale, qui est une attaque en règle des assemblées élues. Encore un mot sur cette campagne anti-élus : la très grande majorité des élus sont en fait des hommes et des femmes proches, appréciés de leurs concitoyens, qui acceptent comme un engagement militant, bénévolement, un mandat sur le terrain et sont souvent le dernier rempart pour de nombreuses personnes touchées par les difficultés. Tout est fait pour empêcher cette proximité, pour empêcher de reconnaître la validité de l'intervention des gens, pour retirer aux élus locaux le pouvoir de décider. Il y a une fuite en avant vers ce qu'ils appellent la gouvernance, avec de grandes entités, à des échelles concurrentielles, qui gèreraient le pays, loin de tout esprit républicain. Notre congrès se veut un antidote à l'offensive libérale qui se déploie, avec une constante : aller chercher les réponses avec les citoyens. Notre congrès sera marqué par un échange approfondi, franc, vivant ; on va sortir un peu la tête du guidon, prendre le contre-pied de l'isolement ressenti par de nombreux élus. On entend donner un geste public fort de rassemblement de tous ceux qui veulent une autre politique, quel que soit leur parcours antérieur. On a vocation d'être la maison commune, dans un arc extrêmement large qui existe déjà dans les conseils municipaux, où il y a des gens qui viennent du mouvement social, associatif, des différentes formations du Front de gauche mais également de très nombreux élus qui sont sans étiquette. Ces gens, on l'a vu aux sénatoriales, sont prêts à se rassembler quand il y a un projet d'espoir.

Communistes PENDANT LE CONGRÈS DES MAIRES, QUI PRÉCÈDE CELUI DE L'ANECR, VOUS APPELEZ À UNE MANIFESTATION. DE QUOI S'AGIT-IL ?

D. A. : Nous souhaitons en effet, pendant le Congrès des maires de France, manifester au moment de la venue de Manuel Valls, très exactement le jeudi 27 novembre, à 13h30, Porte de Versailles, pour dire qu'il faut mettre un coup d'arrêt à l'austérité et au coup de force antidémocratique, pour exiger une réforme fiscale d'ensemble qui combat le gâchis par la spéculation et encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PLANÈTE

Reconnaissance d'un Etat palestinien, la France doit agir

Ces dernières semaines la reconnaissance d'un Etat palestinien par de nombreux pays a inexorablement gagné du terrain à travers le monde. La Suède l'a fait, la Chambre des Communes britannique a invité le gouvernement à faire de même, et madame Mogherini, chef de la diplomatie européenne, s'emploie à convaincre les Etats membres de l'Union. Dans notre pays, sous la pression d'associations et de partis politiques de gauche, dont c'est une revendication de longue date, la prise de conscience de cette nécessité s'est aussi accélérée.

La guerre qu'a mené au mois de juillet le gouvernement israélien contre la population de la bande de Gaza et les nouvelles tensions provoquées à Jérusalem-Est par la poursuite de la colonisation rendent encore plus urgente la nécessité de trouver enfin une solution politique à un conflit qui dure depuis soixante-sept ans. Cette situation, conséquence de guerres antérieures, provient de l'occupation par Israël d'une grande partie des territoires palestiniens ainsi que de la provocation permanente que constitue la poursuite d'une politique d'implantation de colonies sur ces territoires. Cette politique est l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de la solution dite « à deux Etats ». Elle ampute et morcèle le territoire présumé d'un futur État palestinien, et, de ce fait, rend sa viabilité de plus en plus aléatoire.

Ainsi, si une solution politique n'est pas rapidement élaborée, les deux peuples se dirigeront inéluctablement vers une autre guerre à Gaza et une nouvelle « Intifada » dans les territoires occupés. Une issue existe pourtant : c'est la coexistence de deux Etats, dans les frontières résultant de la guerre de 1967 entre Israël et plusieurs pays arabes, avec Jérusalem comme capitale partagée.

Pour mettre fin à la spirale de la violence, à l'enchaînement régulier des provocations et de la répression, il faut sortir de cette situation à la merci des forces hostiles à la résolution du conflit et qui agissent pour la rendre impossible.

Face au blocage patent du processus de paix israélo-palestinien, il est désormais indispensable d'emprunter un autre chemin que celui du face à face des seules négociations bilatérales, fussent-elles soutenues par les États-Unis et quelques puissances régionales.

Aujourd'hui, c'est à la communauté internationale de prendre ses responsabilités pour faire respecter les nombreuses résolutions de l'ONU. Le principal moyen de pression pour y mettre fin est la reconnaissance, pays par pays, du principe et de la nécessité d'un Etat palestinien coexistant avec Israël. En outre, les conditions définies par le droit international sont en grande partie réunies, puisqu'il y a un peuple, un territoire, et un gouvernement, même s'il est faible et contesté par une partie de sa population. Dans notre pays, face aux réticences et à la frilosité du Président de la République et de son ministre des Affaires étrangères pour s'engager dans cette voie, il devient urgent d'y pousser avec force l'exécutif.

C'est le sens des initiatives parlementaires prises ces jours-ci sous forme de résolutions du Parlement incitant le gouvernement à reconnaître officiellement l'Etat de Palestine. Au Sénat, à l'initiative du groupe communiste, la discussion aura lieu le 11 décembre. La discussion de notre texte s'accorderait parfaitement avec la proposition de résolution qu'entend prochainement déposer le président Mahmoud Abbas devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour fixer à 2016 l'échéance d'une reconnaissance.

Ne tergiversons plus. Il est temps, et nécessaire, que le gouvernement français prenne avec courage une telle décision. Si la France rejoignait d'autres pays, ses voisins européens notamment, ce geste aurait une force symbolique telle qu'elle exercerait une pression implicite pour aboutir au règlement définitif de ce conflit. Notre pays, avec toute l'influence dont il bénéficie encore au plan international, s'honorerait ainsi de participer à l'instauration d'une paix juste et durable dans cette région. ✪

Michelle Demessine
sénatrice du Nord

PARTI PRIS

GRÈCE
Engager le bras de fer aux côtés de Syriza

Il faut suivre de près ce qui va se passer en Grèce au début de l'année 2015. Après six ans de « memoranda » infligés au peuple hellénique par une union nationale droite/sociaux-démocrates flanquée de la Troïka, la coalition d'Antonis Samaras ne disposera vraisemblablement pas d'une majorité suffisante au Parlement pour l'élection présidentielle, et devra convoquer des élections législatives.

Après la victoire aux européennes, tous les sondages donnent Syriza vainqueur. La Grèce pourrait donc avoir un gouvernement de gauche dans les mois qui viennent, dont le programme vise le redressement économique et social et de rétablissement de la souveraineté populaire, notamment pour les négociations européennes (programme dit « de Thessalonique »). C'est à la fois un espoir et un challenge inédit pour l'ensemble de la gauche européenne dont la solidarité, la capacité de rassemblement et la mobilisation seront déterminantes.

Nous allons expérimenter in vivo le bras de fer entre un pays qui relève la tête après une avalanche d'austérité, qui va chercher les outils de son développement, et les banques, les marchés, épaulés par la grande coalition PPE-PSE qui domine le Parlement et dirige la Commission européenne. On imagine en effet la déferlante des marchés financiers quand il sera question de renégocier la dette grecque. Et la pression des institutions européennes si un gouvernement de gauche remet en cause les plans d'austérité.

Selon l'issue de ce bras de fer, la Grèce se reconstruira ou non, et la crédibilité d'une alternative de gauche sera renforcée ou non, en Grèce, en France, dans toute l'Europe. Et c'est pourquoi nous devons, sans hésitation, prendre le parti de répondre positivement à la demande d'« assistance active » formulée par Alexis Tsipras au PCF et à ses alliés européens. Nous devons, dans les mois à venir, monter d'un cran dans la visibilité des solutions de sortie de crise – par exemple en exigeant ensemble l'annulation du traité budgétaire – mobiliser pour des actions de solidarité, faire pression sur le gouvernement français pour qu'il cesse d'être le porte-parole des intérêts privés en Grèce. **Cela commence dès la fin du mois avec la venue d'Alexis Tsipras et la tenue d'un événement public le 28 novembre à Paris.** ✪

Anne Sabourin
représentante du PCF au PGE

Élections départementales

Dans un esprit de conquête

Extraits de l'intervention de Pascal Savoldelli à la Conférence nationale du PCF

Je vais m'efforcer de prolonger l'intervention de Pierre en développant plus particulièrement l'enjeu des prochaines élections départementales dont il a souligné l'importance politique dans le contexte actuel : enjeu dans tous les nouveaux cantons et pour tous les départements..., c'est-à-dire dans l'ensemble du pays pour ouvrir des perspectives dans un esprit de conquête en confortant nos positions et en ambitionnant d'aller bien au-delà... D'emblée, je tiens à souligner que les reculs du Premier ministre sur l'avenir du département redonnent du relief à une élection dont l'intérêt pouvait être altéré par un certain fatalisme de « dévitalisation » et de disparition, c'est-à-dire de « mort annoncée » du département.(...) Découplées des régionales qui auront lieu en décembre 2015, ces élections départementales pourraient offrir à la droite et à l'extrême droite une mainmise sur tous les échelons territoriaux, si nous ne donnons pas le signe tangible d'une alternative crédible et mobilisatrice. Mais, en ce début de seconde moitié du quinquennat de F. Hollande et en pleine crise globale de notre société, elles peuvent toutefois constituer un tournant pour ouvrir des perspectives alternatives aux politiques d'austérité.

1°) Quelles attentes populaires ?

Dans une France qui va mal, dont le peuple est déçu et désemparé, je vous propose, en amont de notre engagement dans ces élections départementales, de nous interroger sur ce que les couches populaires peuvent attendre concrètement de cette élection. (...) C'est à cette attente que nous devrons répondre par une offre politique cohérente et unitaire entre le local, le départemental et le national, une offre autant subversive que populaire.

A. Cette interrogation peut paraître simple et habituelle. Elle ne l'est évidemment pas dans les évolutions préoccupantes, inédites, mais aussi contradictoires à bien des égards de la crise globale de notre société. (...) Dans le même mouvement et de manière contradictoire, se développent le rejet de la mondialisation, l'envie d'autre chose, la recherche d'une sortie du capitalisme et du libéralisme ravageur, sans forcément identifier et mettre un nom sur l'issue de cette sortie. (...)

B. Ce climat et ces contradictions ont leur corollaire dans les évolutions de la crise politique. Celle-ci est incontestablement marquée par la crise des appareils politiques et du système politique (...) mais dans cette crise politique qui nourrit l'abstention se développent des espaces de résistances et de luttes.

2°) La confrontation électorale relève bien du pouvoir, donc de la lutte des classes. Du pouvoir en faveur de qui ? Du pouvoir par qui ?

A. D'une manière générale, dans notre action de tous les jours, nous sommes devant un impératif de rassemblement des victimes de l'austérité et du libéralisme. Cela va passer par la campagne, puis par le vote aux élections départementales. Dans les jours et les mois qui viennent, l'interdépendance des idées, la volonté de rassembler et la capacité militante seront les conditions du retour à la confiance, de l'espoir dans un vouloir vivre ensemble collectif. (...) Il n'y a pas de fatalité d'un raz de marée de la droite et du FN. Certes le capital et les droites ont gagné des batailles idéologiques et politiques aux municipales et aux européennes... Le duo Hollande/Valls tire à droite. Mais dans cette partition, les trois quarts des citoyens sont parfaitement capables de se situer dans un clivage droite/gauche (IFOP, septembre 2014). Et au sein de la gauche, les repères sont profondément différenciés par un univers de références autour des valeurs de solidarité, d'égalité et de laïcité. Dire, comme l'affirment certains, qu'il n'y a pas d'alternative possible, c'est être sourds aux 71 % de Français qui pensent à l'inverse qu'il est possible de mettre en place une politique qui corresponde à leurs attentes. Le silence n'est pas synonyme de résignation des citoyens de gauche ignorés et blessés. (...)

B. Des préoccupations et des attentes prioritaires émergent dans notre société. Il est important de bien les percevoir et de les comprendre, de bien les écouter et les entendre, pour pouvoir exprimer les propositions de réforme attendues dans les catégories populaires de la population. (...) Les campagnes que nous allons mener doivent donc être très politiques dans un effort permanent de lien entre les enjeux locaux et leurs dimensions bien plus larges aux plans économique, sociétal, territorial... Comment pourrions-nous, par exemple, multiplier les propositions programmatiques dans nos départements, dans nos cantons... sans, à un moment, mettre en débat la question de la compétence générale des conseils départementaux ou celle de leur financement ? Toutes les formes d'expression et de lutte montrent que les catégories populaires de la population, victimes des politiques libérales, souhaitent entendre un message audible et crédible sur cinq principaux sujets : L'amélioration du pouvoir d'achat (...). Garantir la reconquête du droit à l'emploi. Dénoncer les reculs industriels et les délocalisations. Promouvoir tous les territoires dans une coopération choisie. Instaurer de nouveaux mécanismes démocratiques. (...)

3°) Dans quel département, dans quel territoire et dans quelle société on veut vivre ?...

sont des questions extrêmement liées. Malgré de fortes atténuations dans les récents discours de Manuel Valls, les départements restent de différentes manières dans le collimateur de la réforme territoriale et de l'affirmation des métropoles. Ils le sont dans leur champ de compétences (loi NOTR) et encore dans l'existence même des assemblées départementales dans les métropoles, à l'horizon 2021, au terme du mandat de six ans des conseillers qui vont être élus en mars. Rien n'est joué. Loin de là..., au vu des reculs et des retournements du gouvernement sous la pression d'élus de tout bord et de l'ADF. Quoi qu'il en soit, en mars s'ouvrira une mandature dont l'importance ne peut d'aucune manière, être minimisée.

(...) Les départements, c'est aujourd'hui 72 milliards d'argent public par an, à conserver dans la sphère publique sinon livrer à la sphère privée. C'est un enjeu considérable ! (...)

Le concept de département issu de la Révolution française et nourri par les lois de décentralisation de 1982/1983 s'est inscrit profondément dans les réalités vitales des habitants, dans leur imaginaire et dans leur identité. Les trois départements de la petite couronne créés en 1965 en Ile-de-France se sont, en 50 ans, parfaitement intégrés à l'ensemble. Ils relèvent de problématiques communes qui nous font penser, par exemple en Val-de-Marne avec le président Favier, en termes de nécessaire développement de la collectivité départementale dans la métropole du Grand Paris. Nous disons OUI pour coopérer plus et mieux dans les grandes agglomérations. Mais c'est évidemment NON pour effacer une collectivité et son service public sans démontrer qu'une alternative pourrait être plus efficace pour les populations.

4°) Quel engagement communiste dans les départementales.

A. Nous pensons que le principal critère des candidatures que nous allons présenter ou soutenir doit être dans la perception que l'électorat en a. Dans cet esprit, nous souhaitons qu'elles soient crédibles et légitimes pour sortir l'austérité du département, pour construire du commun et permettre de s'unir pour une alternative au déclin. Cela suppose que nos candidat-e-s soient clairement identifié-e-s par les luttes locales et nationales, par leur présence connue et reconnue, par un effet de reconnaissance parmi les salariés, les jeunes, les personnes issues de l'immigration, de l'outre-mer... Des candidat-e-s qui incarnent le collectif, la sincérité, la fraternité, la diversité et l'unité de notre peuple. Des candidat-e-s qui s'engagent en faveur d'un unique intérêt, celui de l'intérêt général, celui de l'intérêt commun. Des candidat-e-s qui ont du courage, celui de vouloir avec authenticité bouleverser l'ordre social et politique. Nous devons concevoir la construction des candidatures en affirmant et en concrétisant la promotion des victimes de l'austérité. Au-delà des candidatures présentées ou soutenues par le PCF ou le Front de gauche, en particulier avec de nombreux élus sortants qui ont fait preuve de leur utilité, on doit pouvoir faire preuve d'audace en allant vers des personnalités locales, vers le monde associatif et syndical... qui recèlent d'élus potentiels, déjà reconnus par les populations pour leur engagement, leur comportement, leur capacité à rassembler et mobiliser.

B. Le nouveau découpage et le mode de scrutin vont modifier les habitudes, tant sur « le terrain » que dans la conception de la candidature elle-même. Les candidats titulaires seront à égalité, sans tête de liste. La constitution de binômes avec leurs « remplaçants », appelés à être réellement des remplaçants en cas de besoin, peut être sujet à d'éventuelles alliances. Notamment quand il y a des rapports de force très favorables à la droite et au FN.

Ce peut être aussi le cas lorsque, seuls, nous risquons d'être en 3e position sans pouvoir nous maintenir au 2e tour, faute d'avoir obtenu 12,5 % des inscrits au 1er tour. La multiplication de 2e tour entre la droite et le FN ne ferait qu'accréditer l'idée que toute perspective politique de changement à gauche serait impossible dans notre pays. C'est pourquoi, dans ces cas difficiles et qui doivent rester limités, nous devons, en toute responsabilité et en évitant toute confusion politique, poser publiquement la question de la meilleure configuration des candidatures à gauche dès le 1er tour. (...) Dans tous les cas de figures, au 1er tour nous devons affirmer que seule la résistance et la lutte contre les politiques d'austérité peuvent permettre de battre durablement la droite et l'extrême droite.

Dans la construction des binômes et de leurs remplaçants, cela pourra prendre la forme d'un pacte d'engagements, fondamentalement construit avec les citoyens, assis sur la diversité et la juste répartition des forces de gauche et d'acteurs de la société civile. Dans tous les cas, il convient de mettre les alliances entre les mains des citoyens

C. Sur le plan pratique : En décembre, sera mis à disposition de chaque militant un livret, avec des infos pratiques et des fiches. Dès à présent, les directions sont invitées à responsabiliser chaque adhérent dans ce qu'il pourra apporter dans la campagne, à conférer à chacune et chacun une vraie légitimité de pensée et d'action qui est une condition essentielle de l'intelligence collective et de l'efficacité que nous recherchons dans le rassemblement. Cela peut se concrétiser par un travail sur les listes électorales, un suivi des inscriptions, des appels, des invitations..., autant de contacts et d'échanges indispensables.

SOUSCRIPTION

Je verse :..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

http://adhesion.pcf.fr/soutenir

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.